

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2013

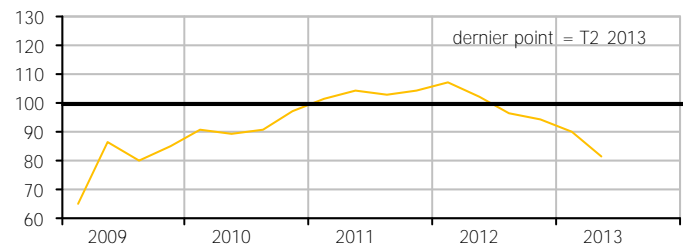
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

Nouveau recul du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau au deuxième trimestre 2013 pour le cinquième trimestre consécutif. En baisse de près de 9 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,6 points) et tombe à son niveau du troisième trimestre 2009.

Cette diminution s'explique surtout par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlement de la clientèle. La trésorerie est également jugée dégradée et devrait rester mal orientée le trimestre prochain.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

La consommation des ménages affiche quelques signes de redressement au deuxième trimestre, entraînant une reprise des échanges extérieurs. En revanche, l'investissement des entreprises s'essouffle. Au niveau sectoriel, le bilan est mitigé : si les professionnels des secteurs des services marchands et du tourisme notent une amélioration de l'activité, le secteur du commerce poursuit sa dégradation et le BTP reste en souffrance. Le manque d'optimisme des chefs d'entreprise pèse sur l'activité et les anticipations pour le prochain trimestre sont orientées à la baisse.

ÉVOLUTIONS INÉGALES DANS LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Les prévisions de la zone Amérique latine et Caraïbe indiquent une accélération progressive de la croissance (+3,4 % prévu pour 2013 et +3,9 % pour 2014). Ces performances tiennent essentiellement à la bonne tenue des économies des pays de l'Amérique latine, soutenues notamment par leur potentiel en richesses naturelles.

En République Dominicaine, l'économie enregistre une croissance de 2,8 % au deuxième trimestre après le ralentissement enregistré au premier trimestre (+0,3 %). La majorité des secteurs bénéficie de cette croissance à l'exception de la construction, du commerce et de l'industrie manufacturière. Cette performance est encouragée par les différentes mesures fiscales adoptées et à l'assouplissement de la politique monétaire.

En Haïti, le rythme de la croissance de l'activité économique est inférieur aux prévisions (+3,4 % au lieu de +6,9 % en 2012/2013). La croissance est portée par les secteurs du BTP et de l'industrie, en lien avec l'exécution de plusieurs grands projets d'investissement (reconstruction d'édifices publics). Les perspectives à court terme dépendent de la capacité du gouvernement à accélérer les dépenses d'investissement et de la performance du secteur agricole.

À la Barbade, l'économie est en difficulté. Les performances du secteur du tourisme sont inférieures aux prévisions, la production industrielle stagne et l'activité du secteur agricole reste dégradée. Selon la Banque centrale de la Barbade, pour renouer avec la croissance, l'économie barbadienne doit attirer les capitaux et éviter leurs fuites à l'étranger. Pour y parvenir, elle suggère que le gouvernement réduise les dépenses publiques en s'appuyant sur les secteurs clés de l'économie : le tourisme, les énergies alternatives, ...

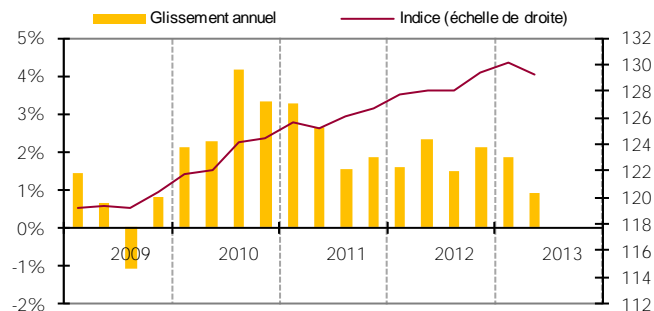
Sources : Banque de centrale de la République dominicaine, DGTP, Banque centrale de la Barbade

Légère baisse de l'indice des prix

À fin juin, l'indice des prix à la consommation enregistre une diminution (-0,6 % après +0,6 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique principalement par une diminution du prix des services (-1,3 %), notamment ceux des transports et des communications (-2,9 %). L'évolution des prix de l'énergie (-3,6 %) contribue également à la baisse des prix mais dans une moindre mesure.

En glissement annuel, le rythme de croissance des prix ralentit à +1,0 %, contre +1,9 % au trimestre précédent. Cette augmentation est portée par la hausse du prix de l'alimentation (+2,7 %), des services (+1,0 %) et des produits manufacturés (+0,4 %) tandis que les prix de l'énergie reculent (-0,8 %).

Indice des prix à la consommation



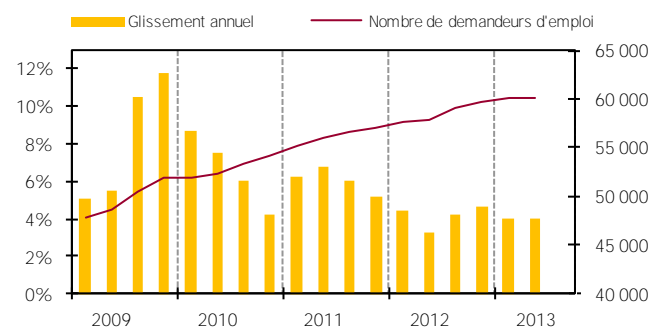
Source : Insee

Stabilisation de la demande d'emplois à un niveau élevé

Au deuxième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 60 090 personnes (données CVS). Ce chiffre est quasiment stable sur le trimestre (+0,1 %, CVS) après une progression de 0,6 % au trimestre précédent. Sur un an, la croissance de la demande d'emploi reste relativement soutenue (+4,0 %, CVS) mais bien inférieure à celle observée en France entière (+10,8 % sur un an).

Les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi affichent une baisse de 16,0 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Cette diminution concerne les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois, -25,2 %) et dans une moindre mesure les offres d'emploi durable (6 mois ou plus, -4,4 %). Sur un an, les offres d'emploi diminuent de 39,4 % (CVS).

Demandeurs d'emploi - DEFM A (Données CVS)



Source : DIECCTE

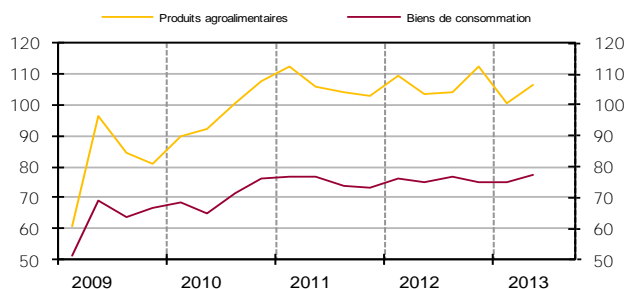
Redressement en demi-teinte de la consommation des ménages

Au deuxième trimestre, la consommation des ménages montre quelques signes d'amélioration qui ne compensent pas la baisse enregistrée au trimestre précédent.

Les importations de produits agroalimentaires, qui constituent près de la moitié des produits importés à destination des ménages, se redressent (+5,9 %, CVS) après le coup de frein survenu au trimestre précédent (-10,8 %, CVS). Les importations de biens de consommation courante progressent de 3,2 % sur le trimestre (CVS) et se situent à un niveau élevé. En revanche, les importations de biens d'équipement du foyer sont en léger retrait (-0,6 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation des ménages se contracte légèrement (-0,4 % par rapport au trimestre précédent et -0,7 % sur un an). Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état de la poursuite de la dégradation de leur activité.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée. Les retraits de carte bancaire sont en nette hausse sur le trimestre (+15,6 %) et sur un an (+40,9 %). Cependant, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire diminue sur le trimestre (-0,8 %) ainsi que les incidents de paiement par chèque (-1,2 %) et le nombre de dossiers de surendettement déposés (-1,5 %).

Maintien de l'investissement

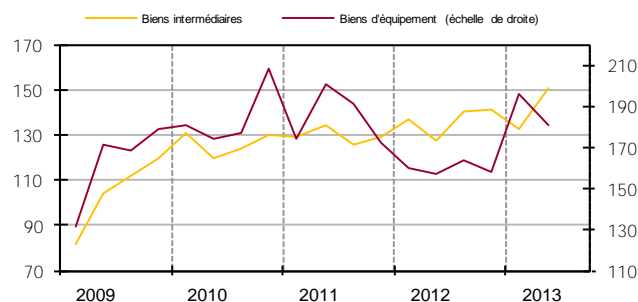
Face à une nouvelle détérioration de la conjoncture, les intentions **d'investir à un an** ralentissent mais restent bien orientées.

Les **importations de biens d'équipement** des entreprises reculent sur le trimestre (-8,0 %, CVS) mais restent, en niveau, supérieures à l'an dernier (+14,9 % en glissement annuel, CVS). Les importations de biens intermédiaires affichent une hausse tant sur le trimestre (+13,3 %, CVS) que sur un an (+17,8 %, CVS).

À fin juin 2013, l'**encours des crédits d'investissement des entreprises** est en retrait par rapport au trimestre précédent (-2,2 %) mais **s'inscrit en hausse** sur un an (+2,0 %).

La **hausse des charges d'exploitation** et l'**allongement très sensible des délais de paiement** de la clientèle pèsent sur la trésorerie des entreprises. Ce **resserrement s'accompagne d'une augmentation** des incidents de paiement sur effets de commerce en nombre (+16,0 %) et en montant (+14,7 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste stable sur le trimestre (+0,4 %) mais augmente de 4,1 % sur un an.

Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



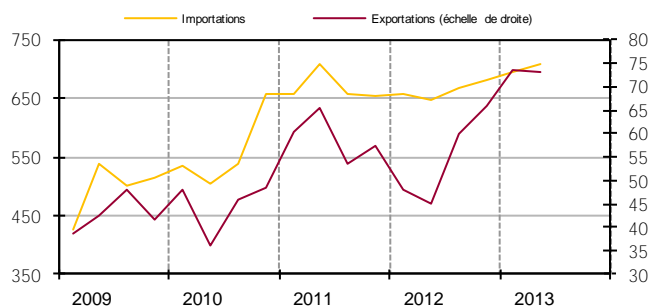
Source : Douanes

Dynamisme des échanges commerciaux

Les importations poursuivent leur progression à fin juin (+1,8 %, CVS). Cette évolution **s'explique par** la hausse des importations de produits agroalimentaires (+5,9 %), des biens de consommation (+3,2 %) et des biens intermédiaires (+13,3 %). Sur un an, les importations augmentent de 9,4 % (après +3,8 % au trimestre dernier).

Les exportations diminuent légèrement sur le trimestre (-0,6 %, CVS) mais elles sont en nette augmentation sur un an (+62,6 %, CVS) en lien avec la réexportation des produits pétroliers.

Échanges commerciaux (Données CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

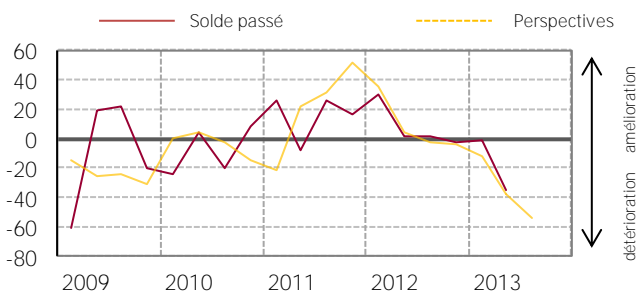
LA PLUPART DES SECTEURS RESTENT MAL ORIENTÉS

Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'**activité se dégrade à nouveau** au deuxième trimestre 2013, toutefois moins nettement qu'au trimestre précédent. La **hausse des charges d'exploitation** et l'**allongement très sensible des délais de paiement** de la clientèle pèsent sur la trésorerie des entreprises, qui continue de se détériorer. Les effectifs restent stables mais les prévisions de recrutement sont orientées à la baisse pour le prochain trimestre. Les **chefs d'entreprise anticipent une activité en net repli** au troisième trimestre ainsi qu'une **dégradation marquée des délais de paiement** de la clientèle.

L'**activité dans le secteur primaire** et de l'**agroalimentaire** est jugée en baisse par les professionnels rompant avec la tendance haussière des trois derniers trimestres. Après un premier trimestre très dynamique, les exportations de produits agroalimentaires enregistrent une diminution à fin juin. Elles sont en deçà de 7 % (données brutes) à leur niveau du deuxième trimestre 2012. Les exportations de produits agricoles affichent une baisse de 7,6 % sur le trimestre (CVS). Cependant, les exportations de bananes confirment leur embellie avec des volumes exportés en hausse sur le trimestre (+26,7 %, données brutes) et sur un an (+2,1 %, données brutes).

L'**activité se comprime** dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)**. Les **chefs d'entreprise font état d'un courant d'affaires** significativement en retrait. Les ventes de ciment sur le marché local marquent le pas (-6,6 % en variation trimestrielle et -4,8 % sur un an, données brutes). Le nombre de logements autorisés à fin juin diminue et **s'établit à 2 190 unités** pour le 1^{er} semestre 2013 contre 2 219 au cours de la même période en 2012. Conséquence de la faiblesse de l'**activité, les effectifs salariés du BTP reculent** de 3,6 % sur un an. Selon les professionnels, les conditions climatiques ont été défavorables **au secteur mais c'est** principalement le manque de nouveaux chantiers qui a **pesé sur le secteur du BTP**. Les **dirigeants d'entreprise sont très pessimistes** sur l'évolution de leur courant d'affaires au cours des prochains mois et anticipent une baisse aussi forte que celle du 1^{er} trimestre 2009. Les difficultés de trésorerie devraient encore **s'accroître en lien avec l'allongement** des délais de paiement.

Activité des entreprises du secteur du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans les **industries** manufacturières, l'activité demeure mal orientée. L'évolution des principaux soldes de gestion (charges, délais de paiement, trésorerie, effectifs et prix) est négative et les prévisions des **chefs d'entreprise du secteur** sont majoritairement pessimistes.

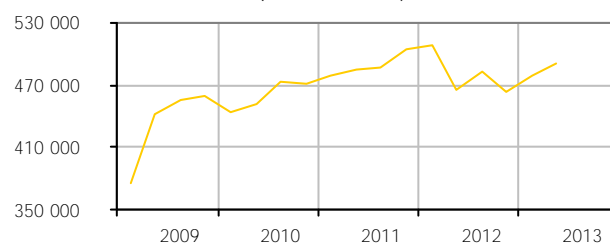
L'activité dans le **secteur du commerce** poursuit sa dégradation et les prévisions sont plutôt défavorables pour les mois à venir. Le marché automobile se détériore. Le nombre de véhicules neufs immatriculés (3 459) a de nouveau diminué (-7 % par rapport au trimestre précédent) se rapprochant de ses plus bas niveaux enregistrés durant la crise de 2009.

Dans le secteur des **services marchands**, si l'activité se relève, les prévisions des chefs d'entreprises sont pessimistes pour le troisième trimestre. La trésorerie ainsi que les délais de paiement continuent de se dégrader.

Les avis des professionnels du **secteur du tourisme** sont majoritairement positifs sur l'activité du trimestre écoulé. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers (hors transit) est en hausse de 2,2 % sur le trimestre (CVS) et de 5,4 % sur un an (CVS). La saison des croisières 2012-2013 qui s'est achevée au mois d'avril affiche de bons résultats avec 6 000 passagers de plus accueillis au cours de la saison (soit +3,1 % par rapport à la saison précédente).

La fréquentation des hôtels homologués demeure élevée même si les clients séjournent moins longtemps. Le **taux d'occupation** moyen des **hôtels classés pour les mois d'avril et mai** (à 58 %) s'améliore d'un point par rapport à la même période de 2012 mais le nombre de nuitées reste quasiment stable (+0,1 %).

Trafic de passagers horstransit
(données CVS)



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom

STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents, mais montre des signes de renforcement dans les économies avancées. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au 2^e trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+0,4 % après +0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 %, fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant +0,3 % au 2^e trimestre (après -0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement de -0,1 % et -1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée, avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au 2^e trimestre (+0,5 %) après deux replis successifs (-0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+0,4 % après -0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (-0,5 % après -1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant respectivement de +2,0 % et +1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au 1^{er} trimestre à 7,5 % au 2^e trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2013 - Dépôt légal : septembre 2013 – ISSN 1952-9619